

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 4 avril 2024

Selon les prévisions du Ministère des Finances mexicain (SHCP), l'inflation annuelle atteindrait 3,8 % en 2024.

LE CHIFFRE A RETENIR

3,8 %

La prévision d'inflation par le Ministère des Finances mexicain pour 2024

En outre, le SHCP prévoirait une inflation à 3,3 % pour 2025, se maintenant ainsi hors de la fourchette cible fixée par la Banque Centrale du Mexique (Banxico) de 3 % (+/- 1 pp).

Dans ses prévisions des principaux agrégats macroéconomiques, le SHCP anticiperait également une croissance entre 2,5 % et 3,5 % pour 2024. Pour 2025, le Ministère prévoirait une croissance plus faible comprise entre 2 % et 3 %.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Parmi les 231 annonces d'investissement faites entre janvier 2023 et février 2024, 12 % d'entre elles proviendraient des investisseurs chinois pour un montant total de 9,5 Mds USD. En effet, 27 de ces annonces d'investissement (et 15 % du montant total annoncé) proviendraient d'entreprises chinoises. La plus importante d'entre elles serait de *LGMG Group*, un géant du crédit hypothécaire chinois qui consacrerait 5 Mds USD à la construction d'un parc industriel dans l'Etat du Nuevo León. De façon générale, plus de 400 entreprises chinoises seraient intéressées par le Mexique, préoccupées néanmoins par l'insécurité et l'incertitude juridique du pays. Les entreprises chinoises seraient également tenues d'incorporer des composants mexicains dans la production de leurs biens afin de bénéficier des accords commerciaux mexicains tel que le T-MEC, sous peine de sanction des pays membres de l'accord. Néanmoins, avec les élections présidentielles étatsuniennes de novembre 2024 et compte tenu de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, des droits de douane sur les importations en provenance du Mexique pourraient être imposés et de ce fait, décourager les investisseurs étrangers chinois.

En février 2024, le montant des envois de fonds (*remesas*) vers le Mexique aurait augmenté de 3,8 % g.a. pour atteindre 4,5 Mds USD, d'après la Banque Centrale du Mexique (*Banxico*). En outre, sur les deux premiers mois de 2024, les revenus de transferts de fonds auraient atteint 9,6 Mds USD, un chiffre record. Par ailleurs, les flux attendus sur les prochains trimestres devraient être plus modestes, en raison de (i) la modération de l'activité économique aux Etats-Unis, (ii) l'éventualité d'une politique migratoire plus stricte dans le contexte des élections présidentielles aux Etats-Unis et (iii) un effet de base.

Le peso mexicain devrait continuer de s'apprécier et atteindre 17,8 USD/MXN fin 2024, soit une appréciation de 1,27 peso mexicain d'après le Ministère des Finances (*SHCP*). Cette appréciation s'expliquerait par l'attractivité du Mexique pour les investissements notamment en lien avec le taux d'intérêt directeur élevé et l'excédent de dollars sur le marché mexicain provenant des envois de fonds (*remesas*) et du tourisme.

Le Ministère des Finances (*SHCP*) prévoirait une réduction des exportations de pétrole brut de 7 % seulement en 2024 et 2025, contre les 70 % promis fin 2023 par le Ministre de l'Energie. Cet objectif faisait suite à la politique d'autosuffisance énergétique promue par le Président Andrés Manuel López Obrador, promettant la production de 2 M de barils par jour d'ici la fin de son mandat. Cependant, le SHCP prévoirait 968 000 barils de pétroles exportés par jour en 2024 et 958 000 en 2025 contre 1,3 M en 2023 selon Pemex. L'objectif de réduction des exportations serait alors loin d'être atteint.

Finances publiques

Le Ministère des Finances (SHCP) prévoirait de réduire les dépenses publiques de 46,5 Mds EUR d'ici 2025 notamment en vue de l'objectif de réduction du déficit public (de 5 % du PIB en 2023 à 2,5 % du PIB entre 2024 et 2025). Le Ministère prévoirait en plus d'un solde positif des finances publiques, un niveau de dette à hauteur de 50,2 % du PIB pour 2025. Par ailleurs, les recettes budgétaires devraient croître de 2,5 Mds EUR en 2025 (21,5 % du PIB), par rapport aux estimations de 2024 et incluraient notamment en 2025 (i) une croissance de 3 % g.a. des recettes fiscales et (ii) une baisse de 13,5 % g.a. des revenus pétroliers.

Sur les deux premiers mois de l'année, les dépenses du gouvernement mexicain auraient augmenté de 30,5 % g.a. et les recettes publiques de 6,8 % g.a. selon le SHCP. Les dépenses auraient été tirées par la volonté du gouvernement de terminer ses projets phares avant les élections présidentielles de juin 2024. Les dépenses programmées (telles que les programmes sociaux ou les projets du gouvernement) auraient augmenté de 41,6 % g.a. tout en se maintenant en dessous du budget fixé pour la période. En leur sein, la branche administrative aurait connu la plus grosse augmentation (137 % g.a.). Par ailleurs, les dépenses non programmées ont augmenté de 16,4 % g.a. Du côté des recettes, le paiement des impôts (+8,2 % g.a.) aurait favorisé leur hausse de 6,8 % g.a. enregistrée sur janvier et février 2024.

Le service de la dette sur janvier et février 2024 aurait diminué de 7 % g.a. et aurait été inférieure de 18 % au montant anticipé selon le SHCP. Le service de la dette aurait atteint 8 Mds EUR sur la période. Pour 2024, le gouvernement prévoirait un service de la dette supérieur de 12 % à ce qui a été approuvé l'année dernière. Enfin, selon le SHCP, les finances publiques mexicaines seraient saines et conformes aux objectifs.

Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | Niveau le 04/04/2024 |
|------------------------|------------------------|------------------------------|----------------------|
| Bourse (IPC) | 1,56% | +6,14% | 57 503,39 points |
| Change MXN/USD | -0,90% | -9,37% | 16,59 |
| Change MXN/EUR | -1,10% | -9,94% | 17,98 |
| Prix du baril mexicain | 0,36% | +16,1% | 78,15 |

Amérique centrale

Taiwan lancerait un nouveau programme biennal de coopération avec la SICA. Ce programme d'appui aux pays de la région (d'un montant non-dévoilé) porterait sur 7 piliers : santé publique, changement climatique, protection des milieux marins, tourisme soutenable, mobilités électriques, transformation digitale et renforcement institutionnel.

Costa Rica

Selon l'Institut national de l'économie et des statistiques, la balance commerciale du pays aurait enregistré un déficit de 7,2 Mds USD en 2023. Les exportations enregistrées par les douanes culmineraient à 19,2 Mds USD pendant que les importations auraient atteint 26,4 Mds USD. Ce sont les instruments à usage médical et chirurgical qui constitueraient le premier poste d'exportations du pays, représentant plus de 30 % de la valeur totale des exportations. Les Etats-Unis restent le principal partenaire commercial du pays en important et en exportant 40 % de la valeur totale des flux.

Selon les chiffres de l'agence publique du commerce extérieur Procomer, le pays aurait enregistré 3,92 Mds USD d'investissements étrangers en 2023, soit une augmentation de 24 % g.a. Au total ce sont 59 nouveaux projets d'investissements qui ont été annoncés au cours de l'année, dont 80 % concerneraient le secteur des services. Les investissements provenant des Etats-Unis représenteraient 71 % du total des IDE. La Belgique (11 %) et la Suisse (4 %) sont les pays européens ayant le plus contribué à cette hausse.

El Salvador

Le Salvador a signé un accord permettant l'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Selon le gouvernement salvadorien, la signature de ces instruments légaux permettrait « d'accroître le développement du pays et de décarboner la matrice énergétique du pays » mais ne détaille sa mise en vigueur. Le Salvador serait le premier pays d'Amérique Centrale à mettre en œuvre cette énergie. Seuls trois pays latinoaméricains disposent de centrales nucléaires sur les trente pays dans le monde : deux centrales au Mexique, deux au Brésil et trois en Argentine.

Le flux net des investissements directs étrangers (IDE) de 2023 aurait été 3 fois supérieur à celui de 2022. Selon la Banque Centrale (BCR), le Salvador aurait enregistré une augmentation de plus de 444 % g.a. des IDE entrants, passant de 170,8 M USD à 759,7 M USD. Pour autant, le pays resterait à ce jour le moins attractif de la région (IDE équivalent au cinquième de ceux perçus par le Costa Rica et ne dépassant pas ses voisins qui ont capté plus de 1 Md USD chacun en 2023). En comparaison au quinquennat précédent (2014 – 2018), le premier mandat de Bukele (2018-2023) aurait enregistré une baisse de 23 % d'IDE.

Guatemala

La Banque centrale préparerait l'achat de papier-monnaie pour 2,8 Mds USD en 2024. Banguat reconstituerait ses stocks de billets et de pièces mais préparerait aussi des appels d'offres pour des imprimeurs de papier-monnaie. Sur les achats programmés, 98,6 % seraient destinés à l'achat de billets de banque et 1,4 %, à l'achat de pièces de monnaie.

Le taux directeur se maintient à 5 % après l'examen des risques et de l'inflation. Selon le Conseil Monétaire de la banque centrale, l'activité économique mondiale aurait enregistré une performance positive sur les premiers mois de 2024, en raison de la robustesse du marché du travail dans les économies avancées, la reprise du secteur des services et l'amélioration de la confiance des agents économiques. Ce taux directeur se maintient à 5 % depuis avril 2023.

Honduras

La Banque Centrale (BCH) prévoit une croissance du PIB comprise entre 3,5 % et 4 % pour l'année 2024. La BCH a publié son « Programme Monétaire 2024-2025 » contenant les projections des dix principales variables macroéconomiques du pays. Elle projeterait un dynamisme de la consommation nationale et une reprise des exportations notamment dues à une demande externe accrue de textiles et vêtements. La BCH prévoirait également des investissements publics plus importants notamment dans la construction (routes, ponts, complexes sportifs) ou encore dans le secteur de l'énergie. Enfin, elle s'attendrait à de plus grands investissements privés, notamment dans le secteur industriel et au sein des *maquilas*.

En 2023, les investissements directs étrangers (IDE) auraient augmenté de 17 % g.a. pour atteindre un montant total de 1,07 Md USD selon la Banque Centrale (BCH). Cette hausse serait principalement tirée par le réinvestissement accru des bénéfices réalisés par les filiales étrangères implantées dans le pays. L'industrie manufacturière aurait été le secteur recevant le plus d'IDE en 2023 (475,2 M USD), suivie du secteur financier et des assurances (442,7 M USD). Les principaux investisseurs étrangers seraient l'Amérique du Sud avec 443,6 M USD (essentiellement la Colombie et le Panama avec respectivement 223,6 M USD et 215,1 M USD) puis l'Europe (398,7 M USD).

La limitation de la distribution du dollar américain (USD) mise en place en 2023 par la Banque Centrale affecterait la gestion des prêts de 8 entreprises sur 10. Ces limitations auraient pour but de limiter la pénurie de USD dans le pays. Selon la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie (FEDECAMARA) du pays, la distribution actuelle serait insuffisante pour couvrir la demande, et cela impacterait profondément le commerce notamment en provoquant des retards de paiements et des interruptions de prêts. Selon le Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée (COHEP), 98

% des entreprises signaleraient des problèmes d'accès à l'USD et huit entreprises sur dix ont subis des retards et/ou des interruptions de prêt.

Nicaragua

Le solde des revenus des investissements directs étrangers (IDE) aurait augmenté de 37,6 % g.a. en 2023, avec un flux net en baisse de 4,9 % g.a. selon la Banque Centrale.

Le pays aurait attiré 2,5 Mds USD d'IDE bruts l'année dernière, soit 14,2 % du PIB. Quant aux flux nets d'IDE, ils se seraient élevés à 1,1 Md USD (6,9 % du PIB). Les secteurs économiques ayant enregistré les flux nets d'IDE les plus élevés seraient l'industrie, l'énergie et les mines, ainsi que le commerce et les services.

En 2023, le compte courant du Nicaragua aurait enregistré un flux net de 1,4 Md USD (8,1 % du PIB), en croissance d'environ 16 % g.a. Selon la Banque Centrale (BCN), le pays maintiendrait un solde commercial structurellement négatif, avec des exportations à 6,6 Mds USD, en hausse de 6 % g.a. principalement en raison de l'augmentation des prix contractés (+4,6 %). De même, les importations de marchandises s'élèveraient à 9,3 Mds USD et auraient enregistré une croissance de 3,1 % g.a., tirée par (i) l'augmentation des volumes (+12,2 %), (ii) la croissance de l'activité économique et (iii) la diminution des prix contractés (-9,1 %).

Le taux de chômage nicaraguayen s'élèverait à 3,4 % en 2023, en baisse de 0,1 pp. Selon la Banque Centrale (BCN), le maintien d'un taux de chômage bas en 2023 aurait été favorisé par la croissance économique, elle-même poussée par une augmentation de l'emploi formel et l'amélioration du taux de participation au marché du travail (bien qu'il soit encore inférieur aux niveaux pré-pandémiques).

Panama

L'agence de notation Fitch Ratings a baissé la note souveraine du Panama à BB + avec perspective stable, faisant ainsi passer le pays en catégorie spéculative. Cette décision ferait suite à la résurgence et l'intensification sur les derniers mois, de nombreux défis complexes entourant la situation des finances publiques dans le pays : déficit de la caisse de retraite, privation des recettes de la mine, réduction possible des transferts à l'Etat pour cause de travaux au sein du Canal. Le Ministère de l'Economie et des Finances aurait dénoncé cette décision, louant le maintien du déficit public sous la barre des 3 % et critiquant le contexte de cette annonce, un mois seulement avant les élections générales du 5 mai prochain.

Le Ministre de l'Environnement a officiellement présenté le projet de taxonomie de finance verte afin de promouvoir le développement d'investissements durables dans le pays. L'émission d'obligations, le financement de projets et le déploiement de crédits seront conditionnés au respect des objectifs fixés en matière de développement durable et de protection des écosystèmes. Le Panama deviendrait le

troisième pays de la région, après le Mexique et la Colombie, à instaurer un tel projet. Cette taxonomie verte s'appliquerait à 11 secteurs dont notamment l'agriculture, le traitement de l'eau, l'électricité, la construction, le transport et les activités financières.

Selon le Fonds de Promotion Touristique du Panama (Promtur), 2,9 M de touristes devraient se rendre au Panama en 2024, un chiffre en hausse de 15,2 % g.a. Alors que le Panama investit annuellement 20 M USD pour la promotion du tourisme, le PDG de Promtur a déjà annoncé l'augmentation de ce budget à 25 M USD en 2025.

Caraiïbes

Cuba

Un pétrolier transportant plus de 90 000 tonnes de pétrole russe (684 000 barils) serait arrivé le 31 mars à Cuba. Ce serait le deuxième envoi de pétrole brut depuis Moscou cette année, après une première cargaison arrivée le 17 mars, contenant 650 000 barils, pour un montant estimé de 50 M USD. Face au ralentissement des exportations vénézuéliennes, Cuba a dû se tourner vers le marché international pour ses importations de pétrole. Alors que l'île avait importé en 2023 une moyenne mensuelle de 56 000 barils par jour (bpj) depuis son partenaire vénézuélien, la réduction des importations à 34 000 bpj en février de cette année explique en partie les tensions existantes concernant le combustible. Aux envois russes, il faut ajouter le pétrole importé depuis le Mexique. Ce dernier aurait exporté 1 970 000 barils entre janvier et février à destination de Cuba, afin de compenser la diminution des exportations depuis Caracas. Malgré ces diverses sources d'importation, la situation énergétique de Cuba resterait préoccupante.

République Dominicaine

Le taux d'activité du marché du travail dominicain aurait augmenté de 3,7 % g.a. en 2023, selon le Ministère de l'Economie. Par rapport à 2022, 178 219 personnes seraient entrées sur le marché du travail, la population active atteignant le niveau record de 4,95 millions de personnes. Le travail informel représenterait néanmoins 56,8 % de l'emploi total, une augmentation de 128 100 personnes par rapport à l'année 2022. L'emploi informel se distingue de l'emploi formel par l'absence de prestations légales (telles que l'accès garanti à l'assurance maladie), les bas salaires et son instabilité (emploi précaire). L'informalité contribuerait en outre à la faible pression fiscale de la République dominicaine qui s'élèverait environ à 15 % du PIB.

Sainte-Lucie

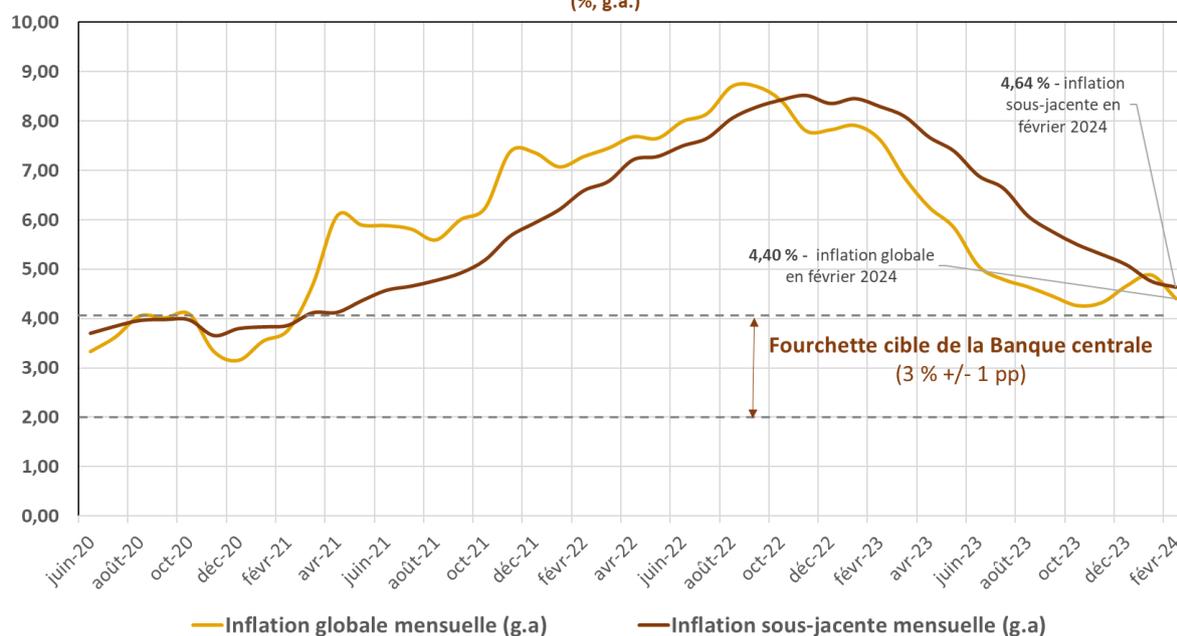
Selon le FMI, le PIB aurait augmenté de 3,2 % en 2023 et devrait se consolider autour de 2,3 % en 2024. Les progrès réalisés en matière budgétaire ont été valorisés : le déficit budgétaire serait passé de 16 % du PIB en 2020 à 2 % du PIB en 2022 notamment en lien à la reprise du tourisme. Le FMI alerterait néanmoins sur le niveau élevé de la dette, laquelle se serait stabilisée à 75 % du PIB, et recommanderait une réforme fiscale pour renforcer les recettes de l'Etat et lui permettre de bénéficier d'une économie plus résiliente pour faire face au changement climatique. En outre, malgré la baisse du taux de chômage pour la troisième année consécutive (de 22 % en 2021 à 14 % en 2023), des efforts resteraient à fournir pour favoriser l'insertion, notamment des jeunes, sur le marché de l'emploi.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays | Population (millions d'hab., 2022) | PIB nominal (Mds USD, 2022) | Croissance du PIB 2020 | Croissance du PIB 2021 | Croissance du PIB 2022 | Croissance du PIB 2023 | Prévision FMI 2024 | Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI) | Inflation (2024, prév FMI) | Taux d'intérêt directeur |
|------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--|----------------------------|--------------------------|
| Mexique | 130,1 | 1 414,1 | - 8 % | 5,8 % | 3,9 % | 3,2 % | 2,7 % | 54,7 % | 3,8 % | 11% |
| Belize | 0,4 | 3,0 | -13,4 % | 15,2 % | 11,4 % | 3 % | 2,0 % | 60,4 % | 3,1 % | 2,25 % |
| Costa Rica | 5,2 | 68,4 | -4,3 % | 7,8 % | 4,3 % | 2,7 % | 3,2 % | 63,5 % | 3,9 % | 5,75 % |
| Guatemala | 18,7 | 93,7 | -1,8 % | 8 % | 4,0 % | 3,4 % | 3,5 % | 28,6 % | 6,4 % | 5,00 % |
| Honduras | 10,3 | 31,5 | -9 % | 12,5 % | 4 % | 3,7 % | 3,5 % | n/d | 6,4 % | 3,00 % |
| Nicaragua | 6,6 | 15,8 | -1,8 % | 10,3 % | 4,0 % | 3,0 % | 3,3 % | 44,5 % | 6,1 % | 7,00 % |
| El Salvador | 6,3 | 31,6 | -8,2 % | 10,3 % | 2,8 % | 2,4 % | 1,9 % | 76,1 % | 2,5 % | -- |
| Haïti | 12,1 | 20,5 | -3,3 % | -1,80 % | -1,7 % | 0,3 % | 1,2 % | 20,3 % | 44,5 % | 10,00 % |
| Jamaïque | 2,7 | 16,0 | -9,9 % | 4,6 % | 4,0 % | 2,2 % | 2 % | 77,9 % | 5,5 % | 7,00 % |
| Panama | 4,3 | 72,0 | -18 % | 15,3 % | 10 % | 5 % | 4 % | 54,3 % | 3,1 % | -- |
| République Dominicaine | 10,6 | 112,5 | -6,7 | 12,3 % | 5 % | 4,3 % | 5 % | 58,3 % | 5,7 % | 7,00 % |
| Cuba | 11,2 | 25,3 | -10,9 % | + 1,3 % | 3,2 % (EIU) | 3,8 % (EIU) | 3,6 % (EIU) | 129,4 % (EIU) | 36,8 % (EIU) | -- |

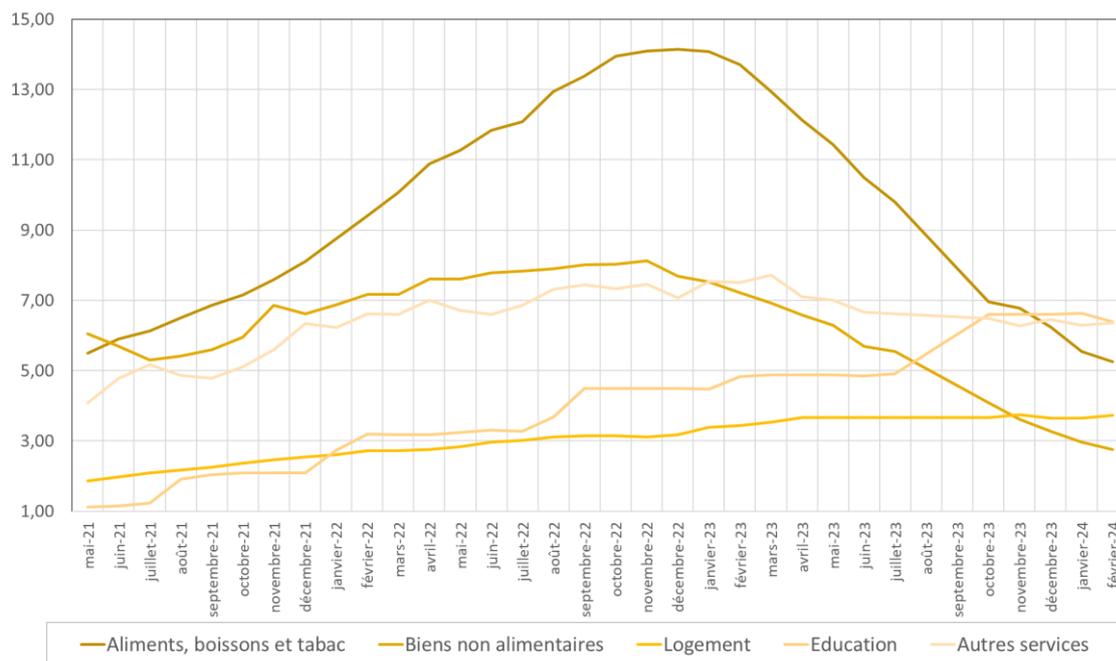
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (% , g.a.)



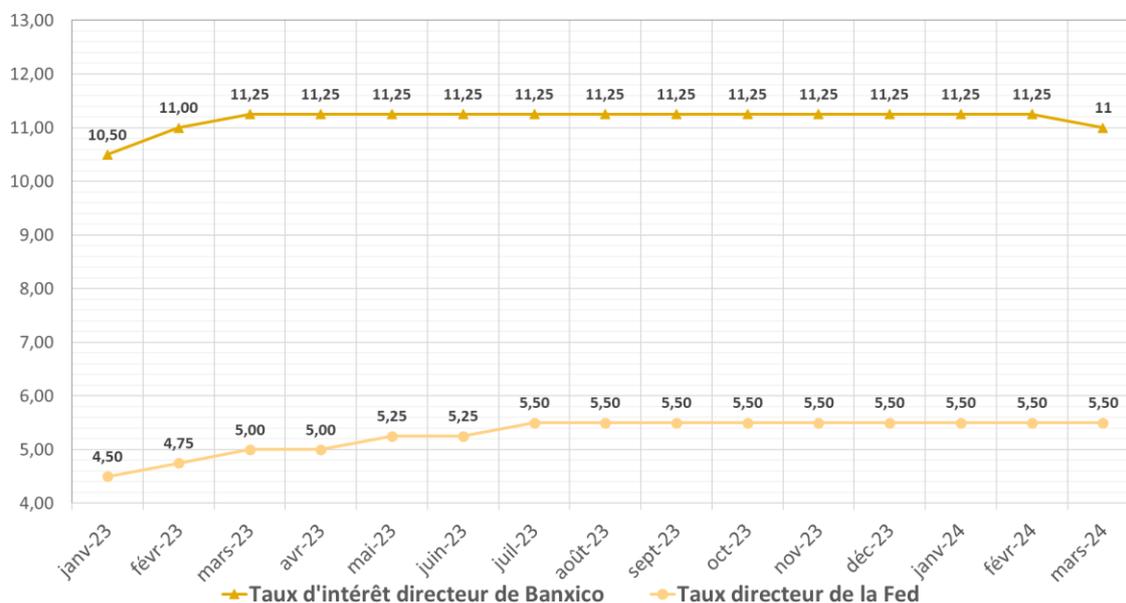
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

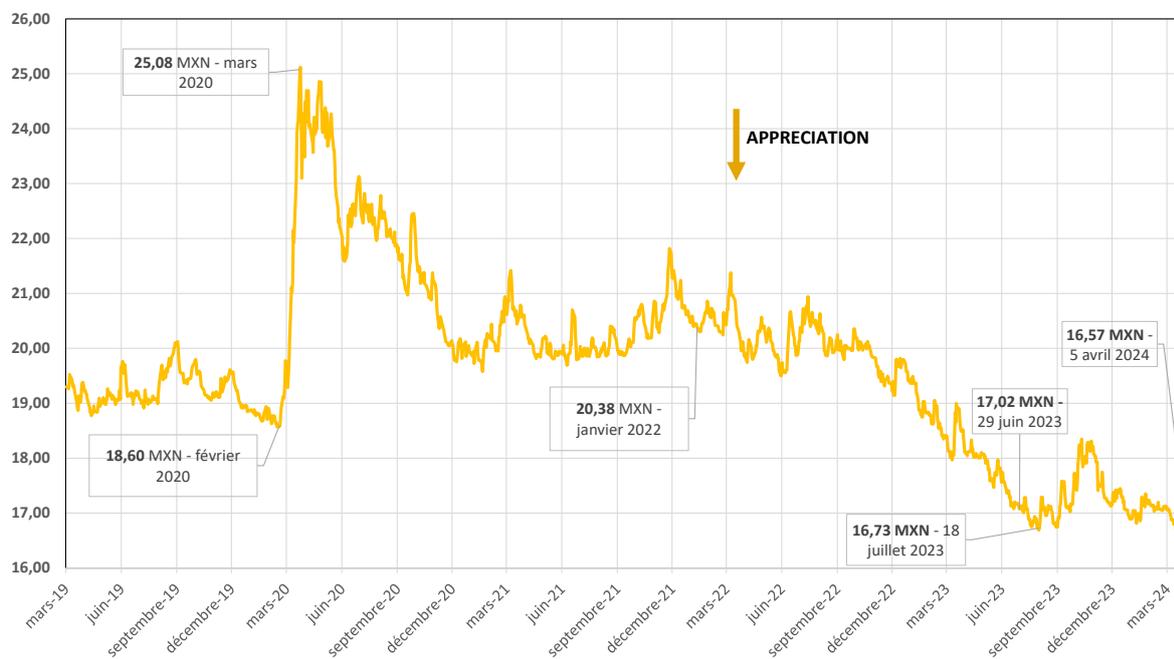
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



| date | Taux d'intérêt directeur de Banxico | Taux directeur de la Fed | Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb) |
|---------|-------------------------------------|--------------------------|--|
| janv-23 | 10,50 | 4,50 | 600 |
| févr-23 | 11,00 | 4,75 | 625 |
| mars-23 | 11,25 | 5,00 | 625 |
| avr-23 | 11,25 | 5,00 | 625 |
| mai-23 | 11,25 | 5,25 | 600 |
| juin-23 | 11,25 | 5,25 | 600 |
| juil-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| août-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| sept-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| oct-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| nov-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| déc-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| janv-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| févr-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| mars-24 | 11 | 5,50 | 550 |

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

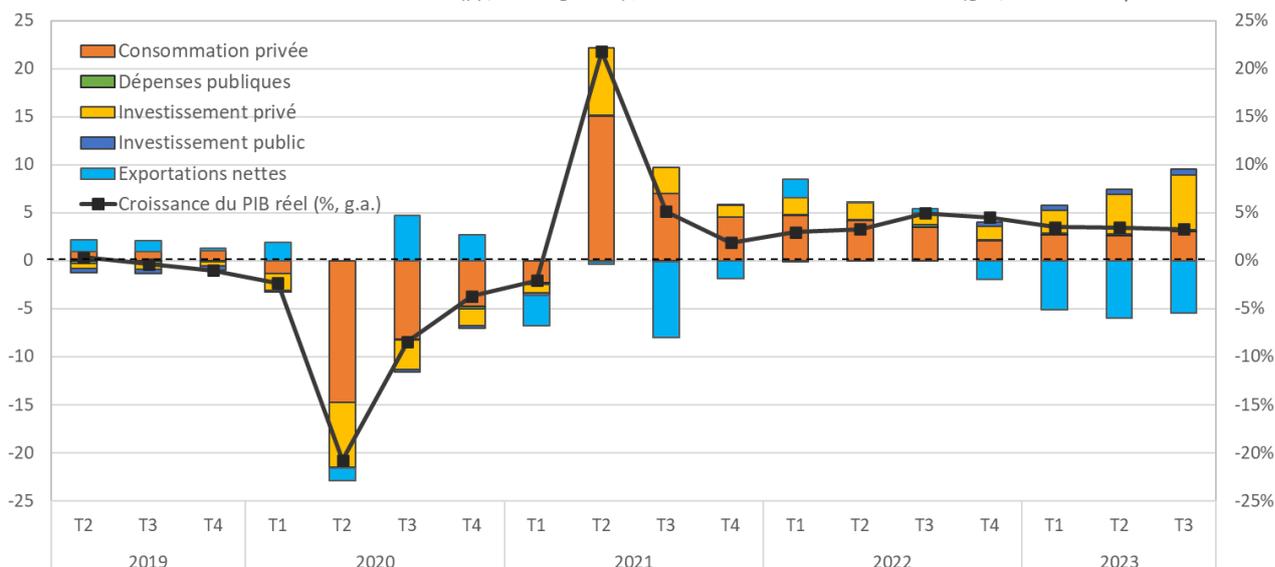
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source: Banque centrale du Mexique

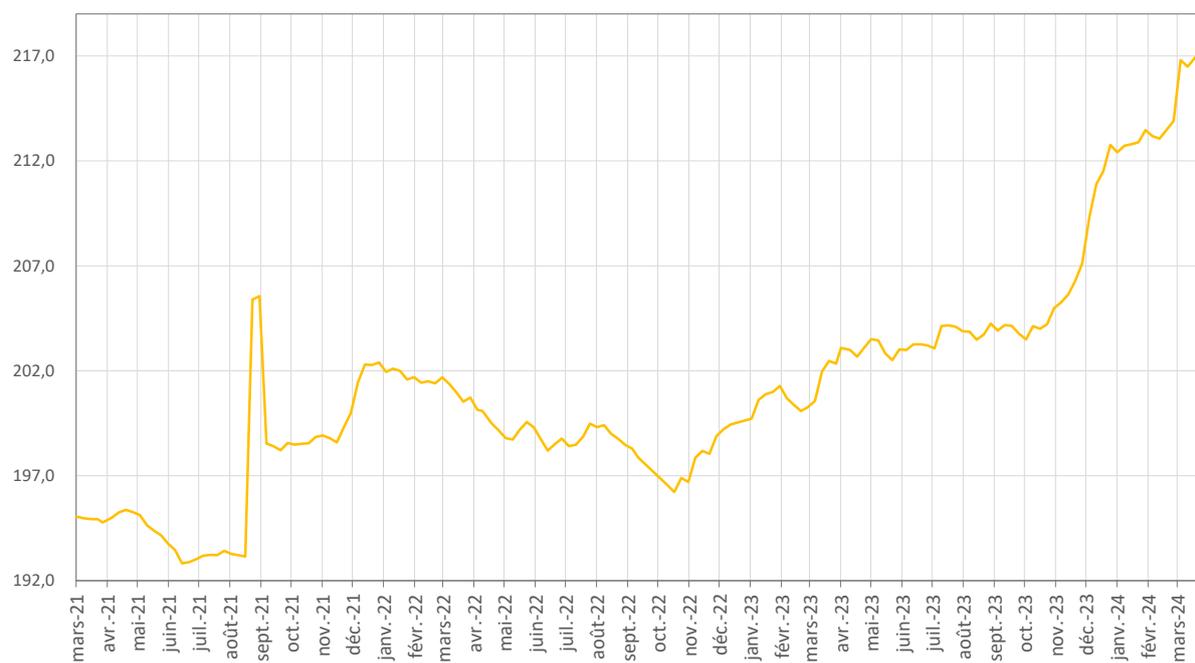
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr